

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 17 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA

rue du 11 novembre
42630 REGNY

Références : UID4243-DSSP-022-0438
Code AIOT : 0006103372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 octobre 2022 dans l'établissement DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA implanté rue du 11 novembre 42630 REGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection a fait l'objet d'un contact préalable avec un brocanteur, qui stocke des affaires sur le site et assure la sécurité de ce dernier. La société Descamps n'est plus présente sur place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA
- rue du 11 novembre 42630 REGNY
- Code AIOT : 0006103372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site dédié à la fabrication de textiles depuis plus d'un siècle, dont le linge de toilette en tissus éponge, a vu son activité décliner depuis les années 2000 jusqu'à sa cessation d'activité déclarée en 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'avancée des travaux prescrits par arrêté portant astreinte administrative et arrêté portant mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	astreinte	Arrêté Préfectoral du 08/04/2022, article 1	/	Astreinte	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	/	Amende	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis sa cessation d'activité en 2013, aucun travaux d'évacuation de déchets et de dépollution n'ont été réalisés malgré plusieurs rapports d'inspection et réunions concluant à la nécessité de les mettre en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société Descamps Jalla, sise sur le territoire de la commune de Regny à l'adresse suivante 10 rue du 11 novembre est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 1500 euros (mille cinq cents euros) jusqu'à satisfaction des dispositions des articles de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2021 susvisé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des travaux prévus à l'article 4.2 de l'arrêté du 5 septembre 2018 <p>Il est sursis à exécution de l'astreinte jusqu'au 1er octobre 2021. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats : Dans un rapport du 10 mars 2022, l'inspection concluait : Compte tenu des enjeux, de la présence de déchets pour lesquels il a été demandé dans différents rapports d'inspection leur évacuation, nous proposons à madame la Préfète de la Loire de mettre en demeure la société DESCAMPS, pour son site de Régnny :</p> <ul style="list-style-type: none"> * d'évacuer le stockage des affaires du brocanteur d'ici le 15 avril 2022 * de débiter les travaux d'évacuation des boues de la station de traitement d'ici le 15 avril 2022 * d'évacuer les gravats situés sous l'ancien poste transformateur (P3) d'ici le 15 avril 2022 * de procéder au nettoyage et au démantèlement des cuves aériennes de fuel d'ici le 15 avril 2022 <p>Par ailleurs, l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2021 demandait à Descamps de respecter l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 septembre 2018, qui prévoit la réalisation d'une surveillance trimestrielle des eaux souterraines et la réalisation des travaux du mémoire de réhabilitation sous 18 mois. Ces exigences n'étant à ce jour pas respectées, il est proposé un arrêté d'astreinte de 1500 €/j à compter du 15 octobre 2022 si les travaux ne sont pas terminés à cette date ;</p> <p>A la date du 13 octobre 2022, il est constaté que la surveillance trimestrielle des eaux souterraines n'a pas été transmise et que les travaux de réhabilitation prévus sous 18 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 septembre 2018 n'ont pas débuté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : liquidation partielle de l'Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Descamps Jalla, sise sur le territoire de la commune de Regny à l'adresse suivante 10 rue du 11 novembre est mise en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.
Constats : Dans un rapport du 10 mars 2022, l'inspection concluait : Compte tenu des enjeux, de la présence de déchets pour lesquels il a été demandé dans différents rapports d'inspection leur évacuation, nous proposons à madame la Préfète de la Loire de mettre en demeure la société DESCAMPS, pour son site de Régný : * d'évacuer le stockage des affaires du brocanteur d'ici le 15 avril 2022 * de débiter les travaux d'évacuation des boues de la station de traitement d'ici le 15 avril 2022 * d'évacuer les gravats situés sous l'ancien poste transformateur (P3) d'ici le 15 avril 2022 * de procéder au nettoyage et au démantèlement des cuves aériennes de fuel d'ici le 15 avril 2022 Ces demandes ont été reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2022, qui prévoit de respecter, sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement. Pour mémoire, l'article R512-39-1 impose que l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt d'activité trois mois au moins avant celui-ci et que cette notification comporte les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site. A la date du 10 octobre 2022, il est constaté que le stockage des affaires du brocanteur n'a pas été évacué, les travaux d'évacuation des boues de la station de traitement n'ont pas débuté, les gravats situés sous l'ancien poste transformateur (P3) ne sont pas évacués et que le nettoyage et le démantèlement des cuves aériennes de fuel n'ont pas été réalisés. Néanmoins, le brocanteur a indiqué que l'évacuation des déchets était en cours et a reconnu avoir pris du retard par rapport à ses engagements.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 15 jours